

NOUVELLES SCIENTIFIQUES ET MILITAIRES

par M. GIACENTI

LE PROBLEME DES RESERVES

Après une guerre, surtout si l'issue en a été malheureuse, il est courant d'entendre critiquer les chefs militaires pour n'avoir pas su prévoir la durée probable des hostilités. Bien peu de spécialistes des choses militaires, par exemple, avaient prévu que la première guerre mondiale durerait quatre ans. Les Etats-Majors français et allemands, pour leur part, envisageaient une campagne de quelques mois, et les Allemands se donnaient toutes les chances de vaincre rapidement en mettant en ligne leurs corps d'armée de réserve. En 1939, l'Allemagne agressive avait préparé une courte guerre de mouvement et, de fait, elle le fut tant en Pologne que sur le front occidental en mai 1940. Mais le Reich ne s'en était pas tenu à préparer une guerre courte, il avait pris des mesures contre-aléatoires en construisant la ligne Siegfried au prix de nombreux sacrifices imposés à la population. On ne sait que trop ce qu'a pesé l'existence de ce barrage, si incomplet et si peu tenu qu'il ait été, dans les décisions de l'Etat-Major français en septembre 1939.

Pour sa part, la France pacifique s'était préparée à une longue guerre de stabilisation en construisant la ligne Maginot. Elle n'envisagea que tardivement une guerre de mouvement. Si une part de responsabilité incombe à l'Etat-Major français, il ne semble pas que le gouvernement ait été prêt à imposer au peuple français les sacrifices nécessaires, ni que celui-ci ait été disposé à les accepter.

Aujourd'hui, la réorganisation en cours de l'armée française repose sur la quasi-certitude, en haut lieu, qu'une guerre future serait de courte durée du fait de l'entrée en scène des armes nucléaires. A notre avis, il n'est pas possible d'en décider, car trois hypothèses peuvent être retenues.

Tout d'abord la guerre peut débiter par l'emploi d'armes nucléaires de grande puissance: dans ce cas il est bien difficile d'envisager une guerre longue tant les destructions seront considérables dans les oeuvres vives des nations, ce qui priverait les armées d'un support indispensable; et cependant on ne peut exclure le cas où les hostilités se prolongeraient pour une raison ou une autre.

Dans la seconde hypothèse, l'emploi des armes nucléaires est limité au champ de bataille; dans ce cas, les pertes militaires seront immédiatement très importantes des deux côtés, et c'est préparer une défaite certaine que de ne pas avoir des réserves instruites disponibles immédiatement.

Dans la troisième hypothèse, celle où la guerre ne serait conduite qu'avec des armes conventionnelles, nous serions ramenés à une guerre dont la durée serait imprévisible raisonnablement ; tout au plus pourrait-on envisager une guerre courte si, décidé à prendre l'offensive dès le début des hostilités l'un des deux adversaires s'était assuré une grande supériorité dans tous les domaines, et, même alors, l'agresseur ne serait-il pas amené à constituer des réserves pour le cas où sa supériorité serait moins absolue qu'il le croit.

Et nous ne prenons pas en considération les besoins de la D.O.T. pourtant destinée à répondre à une forme de guerre bien plus hautement probable que la guerre atomique généralisée.

Pour nous en tenir aux deux dernières hypothèses formulées plus haut, nous pensons que dans l'une et l'autre le problème des réserves reste très important et ne peut être négligé. C'est, à notre avis, une erreur de croire que l'arme atomique a sonné le glas des réserves.

S'il est indiscutable que sur un champ de bataille atomique il n'y a place que pour des formations réduites extrêmement dispersées, il n'en est pas moins certain que les unités détruites devront être remplacées par des réservistes instruits, une armée

Si aujourd'hui, la France fait l'impasse sur ses forces conventionnelles et sur leurs réserves pour pouvoir constituer sa force de dissuasion sans écraser son économie, il ne doit